

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Jean-Baptiste GOUTTENOIRE
Mickaël GOUVARY
Erwan LE BOEUF
Géraldine LE BRETON
David LE LIBOUX
François-Xavier LE PAIH
Gilles LE SQUER

Experts-Comptables
Commissaires aux comptes

ASSAP-CLARPA

Association

Rue François Tanguy Prigent

56890 SAINT-AVÉ

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2022

www.ouestconseils.bzh 

OUEST CONSEILS VANNES 36 bd de la Résistance - Immeuble Golfe Affaires - CS 92092 - 56003 VANNES Cedex
Tél. 02 97 26 73 00 - Fax 02 97 26 73 01 - Email : contactvannes@ouestconseils.fr

Cabinet Colin Henrio - S.A.S. au capital de 1 000 000 € - R.C.S. VANNES 876 680 166 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



SOMMAIRE

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

Aux Adhérents de l'Association ASSAP-CLARPA,

▪ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ASSAP-CLARPA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

CM

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les comptes mandants.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

▪ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Vannes, le 23 mai 2023

Le Commissaire aux Comptes

CABINET COLIN HENRIO

Géraldine LE BRETON

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	28 132	28 132	0	0		
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	52 512	35 567	16 945	10 004	6 941	69.38
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	5 000		5 000	5 000		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	1 000		1 000	1 000		
	Total I	86 643	63 699	22 945	16 004	6 941	43.37
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	543 430		543 430	375 073	168 358	44.89
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	58 771		58 771	29 587	29 184	98.64
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	823 999		823 999	845 714	21 715	2.57
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	14 557		14 557	11 175	3 382	30.26
	Total II	1 440 757		1 440 757	1 261 549	179 208	14.21
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 527 401	63 699	1 463 702	1 277 553	186 149	14.57

QUEST CONSEILS VANNES
SAS Cabinet COLIN HENRIO
36A boulevard de la Résistance
CS 92092
56003 VANNES CEDEX
Siret : 876 680 166 00041

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	147 892	118 526	29 366	24.78
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	77 602	29 366	48 236	164.26
	Situation nette (sous total)	225 494	147 892	77 602	52.47
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	1 301	2 132	832	39.00
	Provisions réglementées				
	Total I	226 795	150 025	76 770	51.17
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques	37 622	37 622		
	Provisions pour charges	25 463	31 621	6 158	19.47
DETTES (1)	Total III	63 085	69 243	6 158	8.89
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	112 773	121 936	9 164	7.52
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	137 469	114 956	22 513	19.58
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 264		1 264	
	Autres dettes	922 316	821 392	100 923	12.29
	Instruments de trésorerie				
TOTAL GENERAL	Produits constatés d'avance				
	Total IV	1 173 822	1 058 285	115 537	10.92
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 463 702	1 277 553	186 149	14.57

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2022 12	31/12/2021 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	273 790	253 112	20 678	8.17
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation		4 000	4 000	100.00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels		200	200	100.00
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	165 569	39 745	125 824	316.58
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1 129 253	937 749	191 505	20.42
Total I	1 568 612	1 234 806	333 806	27.03
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	393 695	342 764	50 931	14.86
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	69 281	55 943	13 338	23.84
Salaires et traitements	736 251	582 901	153 349	26.31
Charges sociales	283 773	210 164	73 608	35.02
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 103	4 461	2 642	59.22
Dotations aux provisions		8 296	8 296	100.00
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	2 861	1 742	1 119	64.23
Total II	1 492 963	1 206 272	286 691	23.77
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	75 650	28 534	47 116	165.12

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2022 12	31/12/2021 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 121	465	656	141.14
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	1 121	465	656	141.14
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	1 121	465	656	141.14
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	76 770	28 999	47 772	164.74
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	832	368	464	126.24
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	832	368	464	126.24
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI				
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	832	368	464	126.24
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	1 570 565	1 235 638	334 926	27.11
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 492 963	1 206 272	286 691	23.77
5. EXCEDENT OU DEFICIT	77 602	29 366	48 236	164.26

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 463 701.61 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 568 612.22 Euros et dégageant un excédent de 77 601.84 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'association a pour objet d'étudier les besoins des personnes à leur domicile, notamment des personnes en perte d'autonomie, et de mettre en place des services permettant d'y répondre.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Service AADP : - Refacturation d'heures du CLARPA pour la mise en place du projet de vie social et partagé dans les domiciles partagés
- Augmentation des frais de mandat auprès des colocataires en domicile partagé au 01/07/2022

Service AAD : Ouverture du service AAD prestataire depuis le 01/03/2022

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Absence d'évènements postérieur à la clôture nécessitant une information en annexe.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

L'association collecte auprès des usagers les cotisations sociales et se charge pour le compte de ce dernier, d'effectuer les différents versements auprès des organismes sociaux.

L'association agit en qualité d'intermédiaire dans le cadre d'un contrat de mandat signé avec l'utilisateur.

Comptablement, ces opérations se traduisent par l'intégration dans les états financiers de l'association, des comptes mandants composés de dettes, de créances et de disponibilités présentés dans les comptes dédiés à savoir :

- Compte "Appel de cotisations non encaissés"
- Compte "Appel de cotisations"
- Compte "Comptes mandats"

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 698		
Installations générales agencements aménagements divers	730		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	40 431		14 044
TOTAL	41 161		14 044
Autres participations	5 000		
Prêts, autres immobilisations financières	1 000		350
TOTAL	6 000		350
TOTAL GENERAL	77 860		14 394

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		2 567	28 132	28 132
Installations générales agencements aménagements divers			730	730
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		2 693	51 782	51 782
TOTAL		2 693	52 512	52 512
Autres participations			5 000	5 000
Prêts, autres immobilisations financières		350	1 000	1 000
TOTAL		350	6 000	6 000
TOTAL GENERAL		5 610	86 643	86 643

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	30 698		2 567	28 132
Installations générales agencements aménagements divers	730			730
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	30 428	7 103	2 693	34 837
TOTAL	31 158	7 103	2 693	35 567
TOTAL GENERAL	61 856	7 103	5 260	63 699

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	7 103				
TOTAL	7 103				
TOTAL GENERAL	7 103				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	118 526	29 366		0-	147 892
Excédent ou déficit de l'exercice	29 366	29 366-	77 602	0	77 602
Situation nette	147 892		77 602	0	225 494
Subventions d'investissement	2 132			862	1 301
TOTAL I	150 025		77 602	862	226 795

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	37 622				37 622
Pensions et obligations similaires	31 621		6 158		25 463
TOTAL	69 243		6 158		63 085
TOTAL GENERAL	69 243		6 158		63 085
Dont dotations et reprises d'exploitation			6 158		

Les contentieux se poursuivent sur l'année 2022. La provision pour risque est donc maintenue.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 000	1 000	
Autres créances clients	543 430	543 430	
Personnel et comptes rattachés	7 841	7 841	
Débiteurs divers	50 930	50 930	
Charges constatées d'avance	14 557	14 557	
TOTAL	617 758	617 758	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	112 773	112 773		
Personnel et comptes rattachés	59 135	59 135		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71 906	71 906		
Autres impôts taxes et assimilés	6 429	6 429		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 264	1 264		
Autres dettes	922 316	922 316		
TOTAL	1 173 822	1 173 822		

La ligne "Autres créances clients" 543 430€ comprend des créances "Appel de cotisations non encaissées" pour 311 982€.

La ligne "Autres dettes" 922 316€ comprend le montant "des appels de cotisations mandants" pour 921 420€.

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
LOGICIEL	30 698	100.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 et 4 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Le montant de la trésorerie correspond aux appels de cotisations encaissés par l'association dans le cadre de mandats signés avec les usagers s'élèvent à 616 423.02€.

Détail des produits à recevoir

	Montant
PRODUITS A RECEVOIR	7 582
FACTURE A ETABLIR	2 051
AVOIR A RECEVOIR	6 552
Total	16 185

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Détail des charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES	23 794
PROVISIONS CP 31/12/2022	54 368
AVOIR A ETABLIR	734
CHARGES A PAYER	162
PROVISIONS RTT 31/12/2022	321
PROVISIONS PRECA 31/12/2022	597
PROV CHARGES/CP 31/12/2022	20 948
AUTRES CHARGES A PAYER	6 265
PROV CHARGES/RTT 31/12/22	134
PROV PRIME PRECA 31/12/222	235
Total	107 558

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 557		
Total	14 557		

Subventions d'équipement

Une subvention a été accordée en 2020 par le Crédit Agricole de 2 500€.
En 2021, l'association a fait l'acquisition de matériels informatiques financés par cette subvention.

De ce fait, la subvention sera amortie sur 3 ans.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

En 2022, le temps des bénévoles est estimé à 820 heures représentant environ 10 440€ (820 heures x 11.07€ brut x 15% charges patronales).
Il correspond principalement au temps passé des administrateurs lors des bureaux, Conseils d'Administration et Assemblée Générale.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Hypothèses de calculs retenues

Taux d'actualisation retenu : 3.55%

Age de départ à la retraite : 62 ans ;

Le taux de progression des salaires est de 2% constant ;

L'indice de turn over retenue est de 1% pour les Cadres, 15% jusqu'à 40 ans et 2% au-delà pour les non cadres

La table de mortalité retenue : TV 88/90.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Adhérents de l'Association ASSAP-CLARPA,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

• CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés que l'exécution des conventions suivantes de nature de celles visées à l'article L.612-5 du code du commerce approuvées au cours des exercices antérieurs, se sont poursuivies au cours de l'exercice.

Conventions entre l'ASSAP-CLARPA et le CLARPA 56 :

Administrateurs concernés :

- Madame DESBAN Francine ;
- Monsieur PANNIER Daniel ;
- Madame MAHE Maryvonne ;
- Monsieur LE GUENIC Jean-Luc ;
- Madame RIFFAULT Thérèse ;
- Madame LE GENTIL Yvette ;
- Madame BAREAUD Madeleine ;
- Madame COCHÉ Evelyne ;
- Monsieur GAREL André ;
- Monsieur HOCHÉ Yannick ;
- Monsieur FURIC Maurice ;
- Madame HAGUETTE Joël.

Convention de prêt de personnel (Loi Cherpion) :

- Le produit correspondant facturé par l'Association ASSAP-CLARPA à l'Association CLARPA 56 s'élève à 21 516 €.
- La charge correspondante facturée par l'Association CLARPA 56 à l'Association ASSAP-CLARPA s'élève à 126 306 €.

A Vannes, le 23 mai 2023

Le Commissaire aux Comptes

CABINET COLIN HENRIO

Géraldine LE BRETON

